Nations Unies A/64/533

Assemblée générale

Distr. générale
16 novembre 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session
Point 149 de l'ordre du jour
Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix pour l'exercice allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

Page

I. Introduction . . . 3
II. Exécution du mandat . . . 3
  A. Vue d'ensemble . . . 3
  B. Exécution du budget . . . 4
  C. Coopération régionale . . . 4
  D. Activités d'appui de la mission . . . 5
  E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats . . . 5
III. Exécution du budget . . . 17
  A. Ressources financières . . . 17
  B. Évolution mensuelle des dépenses . . . 18
  C. Autres recettes et ajustements . . . 18
  D. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . 19
  E. Contributions non budgétisées . . . 19
IV. Analyse des écarts . . . 19
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . 21

09-60785 (F) 241109 021209

Merci de recycler

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009 (exercice 2008/09).

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante, à savoir : composante civile opérationnelle (affaires politiques et civiles), composante militaire, composante Police des Nations Unies et composante appui.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009)

Catégorie	*Montant réparti*	*Dépenses*	*Écart*	
			Montant	*Pourcentage*
Militaires et personnel de police	24 227,9	22 781,1	1 446,8	6,0
Personnel civil	14 564,1	14 747,4	(183,3)	(1,3)
Dépenses opérationnelles	16 059,1	17 199,5	(1 140,4)	(7,1)
Montant brut	**54 851,1**	**54 728,0**	**123,1**	**0,2**
Recettes provenant des contributions du personnel	2 305,2	2 381,3	(76,1)	(3,3)
Montant net	**52 545,9**	**52 346,7**	**199,2**	**0,4**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 545,6	1 577,4	(31,8)	(2,1)
Total	**56 396,7**	**56 305,4**	**91,3**	**0,2**

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	*Approuvés*[a]	*Postes effectivement pourvus (moyenne)*	*Taux de vacance (pourcentage)*[b]
Contingents	860	855	0,6
Police des Nations Unies	69	68	1,4
Personnel international	40	37	7,5
Personnel national	113	106	6,2

[a] Effectif autorisé le plus élevé.
[b] Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice 2008/09, présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 5 mars 2008 (A/62/718 et Corr.1), s'élevait en chiffres bruts à 54 943 000 dollars (montant net : 52 625 300 dollars), hors contributions volontaires en nature d'un montant de 1 545 600 dollars. Il prévoyait le déploiement de 860 membres des contingents, 69 membres de la Police des Nations Unies, 40 agents recrutés sur le plan international et 113 agents recrutés sur le plan national.

2. Dans sa résolution 62/255, tenant compte des recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 35 de son rapport du 15 mai 2009 (A/62/781/Add.9), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 54 851 100 dollars (montant net : 52 545 900 dollars) aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice 2008/09. Ce crédit comprenait des contributions volontaires du Gouvernement chypriote d'un montant de 17 497 785 dollars, représentant un tiers du coût de fonctionnement net de la Force, et un montant de 6,5 millions de dollars financé par le Gouvernement grec. Un montant brut de 30 853 315 dollars (montant net : 28 548 115 dollars) a été mis en recouvrement auprès des États Membres pour le fonctionnement de la Force au cours de l'exercice visé.

II. Exécution du mandat

A. Vue d'ensemble

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre dans sa résolution 186 (1964) et l'a prorogé dans des résolutions adoptées par la suite. En ce qui concerne l'exercice considéré, il l'a défini dans ses résolutions 1818 (2008) et 1847 (2008).

4. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de préserver la paix et la sécurité à Chypre et de contribuer au retour à une situation normale.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après pour la composante civile opérationnelle (affaires politiques et civiles), la composante militaire, la composante Police des Nations Unies et la composante appui.

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2008/09, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

7. La Force a continué d'exécuter son mandat tel qu'énoncé dans la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, à savoir qu'elle a fait tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendrait, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale.

8. Sur le terrain du maintien de la paix, elle a poursuivi l'application d'une démarche intégrée, reposant sur la collaboration étroite entre ses composantes affaires civiles, militaire et de police, pour s'acquitter de sa mission. Elle s'est principalement employée à maintenir la stabilité dans la zone tampon, où les activités civiles ont continué de s'intensifier. À cette fin, des mesures de coordination ont été appliquées avec les autorités compétentes pour faire face aux constructions non autorisées dans la zone.

9. Tout en s'acquittant de son mandat de maintien de la paix, la Force a fourni un appui fonctionnel, administratif et technique au processus de paix. En sa qualité de Conseiller spécial adjoint du Secrétaire général à Chypre, le Chef de mission de la Force a coordonné l'appui apporté par celle-ci à la mission de bons offices du Secrétaire général. Il a présidé des réunions entre les deux dirigeants chypriotes et leurs représentants en l'absence du Conseiller spécial. Les membres de la Force ont poursuivi leurs activités de facilitateurs des réunions aux niveaux des groupes de travail et des comités techniques.

10. Comme lors du précédent exercice, la Force a utilisé des vols commerciaux réguliers pour la relève des contingents, ce qui s'est avéré plus économique que les vols affrétés.

11. Des mesures plus strictes ont été prises pour réduire le nombre d'accidents de la circulation touchant le personnel de la Force grâce à l'instauration et la mise en œuvre de programmes de sécurité routière, de programmes d'apprentissage de la conduite sûre et d'évaluations des compétences en la matière.

12. La Force a également poursuivi la mise en œuvre du programme de sensibilisation à la question du VIH/sida pour l'ensemble du personnel de la mission, en proposant une formation à l'éducation par les pairs et en organisant des activités dans le cadre de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, notamment des exposés donnés par des représentants d'un groupe de défense à l'échelle du système des Nations Unies, composé de membres vivant avec le VIH.

C. Coopération régionale

13. La Force a poursuivi sa coopération avec les autres entités des Nations Unies présentes dans la région, notamment la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST). Elle a également continué de fournir un soutien logistique au service administratif parallèle de la FINUL et de procéder à des échanges de compétences techniques dans le domaine de la technologie de l'information et des communications, partageant le centre de communications du camp Ziouani avec la FNUOD, la FINUL et l'ONUST. En outre, la Force a bénéficié de l'appui total de

l'Équipe Déontologie et discipline et du Bureau régional d'audit et de contrôle, qui sont hébergés par la FINUL.

14. La Force a poursuivi son étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Union européenne dans le cadre du déminage et d'autres activités, notamment dans les domaines bicommunautaire, humanitaire, celui des manifestations de groupe de la société civile et des projets communs d'infrastructure sur l'île. En outre, la Force a continué de fournir un appui au Comité des personnes disparues.

D. Activités d'appui de la mission

15. Au cours de la période considérée dans le rapport, la Force a amélioré ses services en plusieurs points concernant la gestion du matériel, les installations et l'infrastructure, les transports terrestres, la technologie des communications et de l'information. La valeur d'inventaire exigée des biens devant être liquidés au 30 juin 2009 a été obtenue. Dans le domaine des installations et de l'infrastructure, les travaux d'entretien et de réparation nécessaires pour les postes d'observation ont été achevés, y compris l'entretien préventif périodique des générateurs, des climatiseurs et du matériel de cuisine. Par ailleurs, le nombre d'accidents de la circulation touchant le personnel de la Force a été de six par mois en moyenne, ce qui est identique au chiffre enregistré en 2007/08. En outre, le projet de virtualisation des serveurs a été réalisé à 90 %, ce qui a permis de réduire de quatre le nombre de serveurs tout en augmentant la disponibilité des services en réseau.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : affaires politiques et civiles

16. Pour s'acquitter de sa mission de maintien de la paix, la Force a poursuivi l'application de sa démarche à trois volets (reposant sur la collaboration étroite entre les composantes affaires civiles, militaire et de police). Elle s'est principalement employée à maintenir la stabilité dans la zone tampon, où les activités civiles ont continué de s'intensifier. À cette fin, des mesures de coordination ont été appliquées avec les autorités compétentes pour faire face aux constructions non autorisées dans la zone. Partie prenante de l'opération intégrée des Nations Unies à Chypre, la Force a continué de fournir un appui au processus politique en cours. En sa qualité de Conseiller spécial adjoint du Secrétaire général à Chypre, le Représentant spécial et Chef de mission a présidé des réunions entre les deux dirigeants chypriotes et leurs représentants en l'absence du Conseiller spécial. Les membres de la Force ont poursuivi leurs activités de facilitateurs des réunions aux niveaux des groupes de travail et des comités techniques.

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des relations entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Augmentation du nombre de personnes qui franchissent la ligne de démarcation des deux côtés (2006/07 : 14,3 millions; 2007/08: 18,1 millions; 2008/09 : 20,7 millions)	17,8 millions de personnes au total ont franchi la ligne de démarcation en 2008/09 contre 15,8 millions en 2007/08
Augmentation du nombre de points de passage entre le nord et le sud de la zone tampon des Nations Unies (2006/07 : 5; 2007/08 : 7; 2008/09 : 8)	7 points de passage depuis l'ouverture de celui de Yesilirmak/Limnitis en juin 2009
Augmentation du nombre de contacts entre les deux communautés (2006/07 : 125; 2007/08 : 150; 2008/09 : 160)	Objectif réalisé. 165 manifestations bicommunautaires ayant réuni environ 12 000 personnes des deux parties
Mise en place de commissions techniques aux fins de discussions entre les deux communautés	Objectif réalisé. 7 commissions techniques bicommunautaires mises en place

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Remarques*
Facilitation de réunions régulières entre des représentants des deux communautés au plus haut niveau politique	Oui	166 réunions, dont 35 entre les dirigeants des deux parties, 31 entre leurs représentants, 20 autres réunions avec les représentants et 80 réunions à divers niveaux politiques (bilatéral notamment)
Négociation, médiation et missions de bons offices auprès des deux parties sur les initiatives visant à instaurer la confiance	Oui	Au total, 129 réunions, dont 26 concernant les groupes de travail et 103 les commissions techniques
Liaison quotidienne avec les autorités concernées des deux côtés de la zone tampon afin de faciliter les contacts concernant l'agriculture, les travaux de construction, la sécurité et le maintien de l'ordre	Oui	Pour ce qui est des activités civiles dans la zone tampon liées au traitement, à l'autorisation et à la délivrance d'environ 1 500 permis de visite concernant les travaux de construction, l'agriculture et l'accès à un lieu de travail
Liaison quotidienne avec les puissances garantes et d'autres États Membres intéressés sur des questions concernant l'exécution du mandat de la Force	Oui	Y compris des contacts avec les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, des puissances garantes et d'autres États Membres concernés
Liaison quotidienne avec le Comité des personnes disparues en vue de l'identification et de la restitution des restes de ces personnes	Oui	Y compris des réunions avec le troisième membre du Comité des personnes disparues
Liaison quotidienne avec les autres organismes des Nations Unies en vue de faciliter des projets bicommunautaires et le dialogue entre les deux communautés (Projet d'action pour la coopération et la confiance à Chypre, et cellule de lutte	Oui	Y compris la concertation sur les questions intersectorielles relatives à l'accès aux sites culturels et religieux, ainsi qu'à leur restauration et leur préservation, dans les deux parties de l'île; les questions relatives à l'asile

antimines du projet Partenariat pour l'avenir exécutés tous deux par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)		et à l'immigration; la sensibilisation des agriculteurs et d'autres civils travaillant dans la zone tampon à la lutte antimines
Campagne d'information en vue d'améliorer les relations entre les deux communautés et stimuler l'action de la société civile : 260 dépêches, 64 revues et points de presse, 4 600 dossiers de presse traduits du grec et du turc, 1 000 notes d'information, suivi de 1'enquête sur la façon dont sont perçues les activités des Nations Unies à Chypre, et coordination d'activités organisées à l'intention des médias	250	Dépêches
	40	Notes de synthèse sur la situation et la couverture médiatique
	4 000	Traductions d'articles de presse extraits des journaux grecs et turcs
	750	Notes d'information
Consolidation, auprès de l'opinion publique, de l'image de la Force, au moyen d'affiches, de panneaux, de brochures, d'annonces publiques et d'autres activités de vulgarisation	55	Manifestations organisées à l'intention des médias
	12	Messages visant à sensibiliser la population à la protection de l'environnement, au problème de la chasse dans la zone tampon, aux travaux du Comité des personnes disparues à Chypre, au VIH/sida, aux questions relatives à l'égalité des sexes, au déminage et aux règles de sécurité concernant les champs de mines
	5	Expositions artistiques bicommunautaires
	6	Numéros du magazine *The Blue Beret* sur la protection de l'environnement, les activités dans la zone tampon, les travaux du Comité des personnes disparues à Chypre, le VIH/sida, les questions relatives à l'égalité des sexes, les règles de sécurité concernant la lutte antimines et les champs de mines, y compris la mission de bons offices
Mise à jour permanente et perfectionnement d'un site Web interactif qui devrait toucher en moyenne 4 000 personnes par mois	Oui	Pour 3 700 usagers en moyenne

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès sur la voie de la normalisation des conditions de vie dans la zone tampon et de celles des Chypriotes grecs et des maronites dans le nord et des Chypriotes turcs dans le sud

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Diminution du nombre de chantiers de construction commerciaux et résidentiels non autorisés en dehors des zones réservées à l'usage civil dans la zone tampon (2006/07 : 14; 2007/08 : 5; 2008/09 : 3)	Objectif réalisé. 1 chantier de construction non autorisé dans la zone tampon

Aboutissement de toutes les plaintes émanant de bénéficiaires de l'aide humanitaire de l'une ou de l'autre communauté	Aucune plainte déposée

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Remarques*
Intercession quotidienne auprès des autorités en vue de régler des questions touchant l'enseignement, la culture, la religion, ou d'autres aspects de la vie des communautés	Oui	Au quartier général et au niveau des secteurs, y compris la facilitation de 12 manifestations religieuses et commémoratives auxquelles 5 000 personnes ont participé
Réunions quotidiennes avec les autorités locales sur la question du respect des règles prescrites par la Force en ce qui concerne l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles	354	Réunions avec les administrations des districts ayant abouti à la délivrance de 816 permis d'exploitation agricole, d'accès à un lieu de travail et de visite
Visites humanitaires hebdomadaires auprès de Chypriotes grecs dans la péninsule de Karpas et auprès de maronites dans le nord	125	Visites humanitaires, dont 98 auprès de Chypriotes grecs dans la péninsule de Karpas et 27 auprès de maronites dans le nord
Réunions humanitaires hebdomadaires avec des Chypriotes turcs dans le sud pour les aider à obtenir des pièces d'identité ou un logement, et à accéder aux services sociaux et médicaux, à l'éducation et à l'emploi	85	Réunions ayant été le fruit de l'action menée auprès des parties concernées et ont fait suite à un examen des activités de la Force en matière de facilitation de l'assistance humanitaire
Visites humanitaires mensuelles auprès de Chypriotes turcs de Paphos (dans le sud de l'île)	34	Visites
Prestation d'avis juridiques concernant l'exécution du mandat de la Force	Oui	Dont 13 conseils et avis juridiques concernant l'exécution du mandat de la Force dans la zone tampon et les alentours

Composante 2 : composante militaire

17. Les activités de la composante militaire de la Force ont porté essentiellement sur la création et la transmission de capacités opérationnelles et sur les éléments nécessaires pour appuyer et améliorer l'exécution du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la mission, qui doit assurer la persistance de la stabilité, créant ainsi les conditions nécessaires à la tenue de pourparlers politiques utiles et durables. Le commandant de la Force a engagé des discussions avec les forces adverses sur le développement de mesures de confiance dans le domaine militaire. Parallèlement aux autres composantes, elle a poursuivi l'exécution de ses tâches consistant à veiller au respect du cessez-le-feu et à préserver l'intégrité de la zone tampon au moyen de patrouilles mobiles, à réduire les tensions entre les forces adverses et à garantir l'application équitable des règles régissant l'accès à la zone tampon et son utilisation.

Réalisation escomptée 2.1 : Maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Diminution du nombre de violations du cessez-le-feu (2006/07 : 800; 2007/08 : 780; 2008/09 : 760)	778 violations du cessez-le-feu
Diminution des effectifs des forces adverses le long de la zone tampon (2006/09 : 2 372; 2007/08 : 2 450; 2008/09 : 2 350)	2 372 membres des forces adverses
Diminution du nombre de lettres de protestation émanant des forces adverses (2006/07 : 60; 2007/08 : 55; 2008/09 : 50)	292 lettres de protestation, dont 40 lettres de la Garde nationale et 252 lettres des forces turques à la suite d'une augmentation du nombre d'incidents mineurs dans la zone tampon

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Remarques*
101 040 jours de patrouille mobile (2 hommes par patrouille, 138 patrouilles par jour, 365 jours; et 300 jours de patrouille avec la Police des Nations Unies)	101 364	Jours de patrouille mobile (2 hommes par patrouille, 138 patrouilles, 365 jours) et jours de patrouille effectués conjointement avec la Police des Nations Unies ou l'Équipe de secteur chargée des affaires civiles
9 125 jours de patrouille mobile d'observateurs militaires et d'officiers de liaison (25 hommes par patrouille, 365 jours)	9 125	Jours-homme de patrouille d'observateurs militaires et d'officiers de liaison (25 hommes par jour, 365 jours)
7 300 jours de service dans les camps ou les bases (6 postes, 2 hommes par poste, 365 jours et 2 postes, 4 hommes par poste, 365 jours)	7 300	Jours-homme de service dans les camps ou les bases (5 postes, 4 hommes, 365 jours)
9 855 jours de maintien des postes d'observation permanents (1 homme par poste, 9 postes, 3 rotations par jour, 365 jours)	9 855	Jours de maintien des postes d'observation permanents (1 homme par poste, 9 postes, 3 rotations, 365 jours)
1 320 heures de patrouille aérienne tout au long de la zone tampon	1 303	Heures de patrouille aérienne (correspondant à une moyenne de 54,3 heures par mois par hélicoptère, 2 hélicoptères, 12 mois)
12 775 jours de maintien des postes d'observation diurnes (35 hommes par poste, 365 jours)	730	Jours de maintien des postes d'observation permanents (1 homme par poste, 1 poste, 2 rotations, 365 jours)
15 330 jours pour la protection des installations des Nations Unies dans 6 camps (21 hommes par équipe, 2 rotations par jour, 365 jours)	17 520	Jours-homme (24 hommes par équipe, 2 équipes par jour, 365 jours) Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par le reclassement de St. Istvan en camp, ce qui a porté à 7 le nombre d'aires de cantonnement.

Réunions quotidiennes de liaison à tous les niveaux avec les forces adverses sur des questions concernant la zone tampon (2 réunions au quartier général de la Force et 3 réunions au niveau des secteurs, chaque jour, 251 jours)	3 514	502 contacts au quartier général de la Force (2 réunions, 251 jours) et 3 012 réunions (12 réunions, 251 jours) au niveau des secteurs
55 115 jours de réserve de réaction rapide au niveau de la section (23 hommes par section en position d'astreinte à 2 heures, 4 sections, 365 jours; 23 hommes par section en position d'astreinte à 4 heures, 2 sections, 365 jours; 3 hommes, 1 hélicoptère en position d'astreinte à 45 minutes, 365 jours; 2 agents de la police militaire de la Force par patrouille, 5 patrouilles, 365 jours)	53 290	Jours de réserve de réaction rapide au niveau de la section (25 hommes par section en position d'astreinte à 2 heures, 3 sections, 365 jours; 26 hommes par section en position d'astreinte à 2 heures, 2 sections, 365 jours; 3 hommes, 2 sections, 365 jours; 3 hommes, 1 hélicoptère en position d'astreinte à 45 minutes, 365 jours; 2 agents de la police militaire de la Force par patrouille, 5 patrouilles, 365 jours)
Surveillance quotidienne de la zone tampon (système de télévision en circuit fermé, système GPS, systèmes de localisation de cibles et moyens d'observation nocturne)	Oui	Au moyen de 108 caméras de télévision en circuit fermé
1 500 jours d'aide aux organismes des Nations Unies et autres intervenants œuvrant à des mesures de confiance, à la réconciliation et à des mesures d'ordre humanitaire (25 hommes, 5 jours, 12 manifestations)	1 595	Jours d'aide, dont 875 pour les opérations de sécurité (25 hommes, 35 jours) et 720 pour la sécurité et les activités d'appui (60 hommes, 12 jours)
730 jours d'aide (2 hommes, 365 jours) au Comité des personnes disparues pour ce qui a trait aux questions touchant ces personnes	Non	Ce produit n'a pas été réalisé car pendant l'exercice, aucune restitution de dépouilles, pour laquelle un accompagnement devait être fourni, n'a eu lieu.
Construction et maintenance de 12 km de clôtures entourant des champs de mines et enlèvement de 3 km au maximum de celles entourant des zones déminées	Oui	Enlèvement de 13,8 km de clôtures entourant des champs de mines dans les zones déminées
Identification des propriétaires et responsables de 31 champs de mines mixtes afin de faciliter des opérations de déminage à venir	Oui	Sur 31 champs de mines, 27 ont été déminés et 4 sont en attente de l'être.
1 040 jours d'aide au déminage pour escorter des équipes de déminage de parties tierces, et prestation de services de sécurité et de liaison (4 hommes par jour, 260 jours)	112	Jours d'aide au déminage, y compris la démolition (4 hommes par jour, 14 jours), la sécurité (6 hommes par jour, 6 jours) et la liaison (4 hommes par jour, 5 jours) Le résultat est moins élevé que prévu car il a été mis fin aux escortes des équipes de déminage de parties tierces pour les activités de déminage courantes, du fait que les services fournis ont été limités aux activités liées aux opérations de destruction.

Composante 3 : police des Nations Unies

18. La composante police a axé ses activités sur l'élaboration de stratégies de maintien de l'ordre afin de promouvoir les activités de la Force régissant l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles. La police de la Force a entretenu des contacts avec les autorités de police des deux parties pour mettre au point des stratégies de lutte contre la criminalité en vue de faciliter les enquêtes sur les infractions commises dans la zone tampon et de promouvoir la coopération entre les autorités de police des deux parties. La police des Nations Unies a également facilité des réunions entre les représentants des deux forces de police en vue de forger leur collaboration dans le domaine de la lutte contre la criminalité.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration des résultats des services de police dans la zone tampon

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Diminution du nombre d'incidents liés à des infractions et à des troubles de l'ordre public dans la zone tampon et à proximité des points de passage (2006/07 : 185; 2007/08 : 104; 2008/09 : 90)	436 cas d'infraction (chasse, déversement illégal de déchets, franchissements illégaux, tirs, vols et autres activités criminelles) contre 235 en 2007/08; meilleure détection des infractions grâce au renforcement des patrouilles et de la coordination avec les gardes-chasse et les autorités locales

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Remarques*
11 680 jours de patrouille de la police des Nations Unies (1 policier par poste, 8 postes de police, 4 patrouilles par jour, 365 jours; et 300 jours de patrouille avec les soldats des contingents)	16 250	Jours de patrouille, dont 3 418 dans le secteur 1, 4 622 dans le secteur 2 et 8 210 dans le secteur 4, dont 260 patrouilles conjointes avec la composante militaire
3 900 jours d'assistance humanitaire de la police des Nations Unies aux Chypriotes grecs et aux maronites dans le nord ainsi qu'aux Chypriotes turcs dans le sud et aux membres des deux communautés vivant dans la zone tampon (15 policiers, 5 jours par semaine, 52 semaines)	3 900	Jours d'assistance humanitaire (15 policiers, 5 jours par semaine, 52 semaines)
Contacts quotidiens avec les autorités de police des deux parties concernant les infractions commises dans la zone tampon	Oui	658 contacts quotidiens, 281 avec l'officier de liaison de la police pour les affaires civiles et 377 avec l'officier de liaison de la police pour les opérations

Composante 4 : appui

19. Au cours de la période considérée dans le rapport, la composante appui de la Force a prêté des services efficients et efficaces de logistique, d'administration et de sécurité à, en moyenne, 855 militaires (dont 48 officiers d'état-major), 68 membres de la police des Nations Unies et aux effectifs civils qui s'établissaient en moyenne à 37 personnes recrutées sur le plan international et 106 sur le plan national. Cet appui a porté sur tous les domaines, y compris la mise en œuvre du programme de lutte contre le VIH/sida, l'administration du personnel, l'appui financier, les soins

médicaux, l'entretien et la construction de bureaux et de bâtiments destinés au logement, l'informatique et les transmissions, les transports aériens et terrestres, les technologies de l'information et des communications, la logistique, ainsi que la fourniture de services de sécurité à l'ensemble de la Force. En outre, la Force a continué à fournir un appui administratif et logistique aux comités techniques et groupes de travail, y compris aux bons offices du Secrétaire général.

Réalisation escomptée 4.1 : Appui utile et efficace apporté à la Force dans les domaines logistique et administratif et dans celui de la sécurité

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Valeur d'inventaire des biens devant être passés par profits et pertes ou liquidés : au maximum 2,5 % de la valeur d'inventaire totale au 30 juin 2009	Objectif atteint. La valeur d'inventaire des biens devant être passés par profits et pertes ou liquidés était de 1,06 % au 30 juin 2009.
Réduction du nombre d'accidents de la route auxquels sont mêlés des membres de la Force (2006/07 : 8 par mois; 2007/08 : 7 par mois; 2008/09 : 6 par mois)	Objectif atteint. Six accidents par mois en moyenne en 2008/09, nombre identique à celui enregistré pour l'exercice 2007/08, grâce à l'application de programmes de sécurité routière, au contrôle des aptitudes à la conduite et des permis de conduire délivrés, aux programmes d'acquisition de techniques de conduite sûres et à l'évaluation de normes de conduite de plus haut niveau
Amélioration des conditions d'hébergement des membres des contingents et de la police des Nations Unies (2006/07 : 567; 2007/08 : 664; 2008/09: 927)	Objectif atteint. Les logements et les installations ont été améliorés pour 923 membres des contingents, contre 663 en 2007/08.
Réduction de 19 % du nombre de serveurs, de 21 en 2007/08 à 17 en 2008/09	Objectif atteint. Le projet de virtualisation des serveurs a été réalisé à 90 % durant l'exercice 2008/09, ce qui a réduit le nombre de serveurs de 21 à 17.

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Remarques*
Amélioration des services		
Mise en œuvre de nouvelles procédures de passation par profits et pertes et d'écoulement des biens, qui prévoit un suivi automatique, par les services qui ont une comptabilité autonome, des demandes relatives au matériel à déclasser et l'organisation de deux ventes aux enchères annuelles pour la cession rapide de ces matériels	Oui	Les services qui ont une comptabilité autonome ont été priés de fournir une version imprimée des demandes de passation par pertes et profits en utilisant le Système Galileo de gestion des stocks; une vente de matériels a été organisée en mai 2009.
Remplacement de matériel et de mobilier dans 50 logements existants, installation de 387 climatiseurs et remplacement de 147 autres	Oui	Remplacement de 12 % du matériel et du mobilier des logements et achat de 410 climatiseurs, dont 147 étaient installés en juin 2009
Établissement de directives en matière de santé, de sûreté et d'environnement conformes aux normes de l'Union européenne	Oui	Réalisation d'un inventaire des gaz à effet de serre, élaboration de directives en matière de santé et de sécurité et lancement d'une

		évaluation des risques que posent les installations fournies aux contingents en matière de santé et de sécurité
Recours aux techniques de virtualisation des serveurs pour que ceux-ci soient plus efficients et que la maintenance et l'administration de leurs applications soient plus efficaces	Oui	Élimination de 4 serveurs durant l'exercice 2008/09, ce qui a amélioré la disponibilité et l'administration des services
Mise en œuvre d'un programme de sécurité routière et de contrôle des aptitudes à la conduite conçu pour l'ensemble du personnel des Nations Unies	Oui	En organisant 15 concours de conduite pour militaires et des stages de formation à la conduite tout terrain auxquels ont participé 240 membres du personnel, en appliquant des programmes de formation de formateurs, des inspections semestrielles de l'état de marche et de la sécurité des véhicules et en révisant le Manuel pour chauffeurs de la Force dans quatre langues
Contingents, personnel de police et personnel civil		
Déploiement, relève et rapatriement de 860 soldats et de 69 membres de la police des Nations Unies	855 68	Militaires (effectif moyen) Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen)
Vérification, inspection et contrôle du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome relatif à 860 soldats et établissement de rapports de vérification	Oui	Des rapports de vérification ont été soumis au quartier général chaque trimestre, deux grandes inspections du matériel appartenant aux contingents ont été effectuées et des vérifications de routine ont eu lieu chaque mois.
Fourniture et stockage de rations dans 6 postes militaires pour 812 soldats (à l'exclusion de 48 officiers d'état-major)	Oui	Pour 812 militaires (hors officiers d'état-major) en moyenne, dans 6 postes
Administration de 153 civils (40 personnes recrutées sur le plan international et 113 sur le plan national)	37 106	Agents recrutés sur le plan international (effectif moyen) Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)
Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline à l'intention de l'ensemble du personnel militaire et civil et du personnel de police, comprenant des activités de formation, de prévention et de suivi, ainsi que des recommandations concernant les mesures disciplinaires à prendre en cas de faute	Oui	15 sessions de formation organisées à l'intention de 395 agents (184 militaires, 47 membres de la police des Nations Unies et 164 civils); 12 rapports mensuels sur des affaires relevant des catégories I et II présentés à l'équipe régionale de déontologie et discipline installée dans les locaux de la FINUL; 1 affaire relevant de la catégorie I transmise au Bureau des services de contrôle interne à Vienne, pour examen et avis, et 128 affaires relevant de la catégorie II ayant fait l'objet d'un suivi

Organisation de stages d'initiation obligatoires pour les nouveaux arrivants (membres des contingents et de la police des Nations Unies et personnels civils)	Oui	Stages d'initiation organisés à l'intention de 27 civils, 1 302 militaires et 43 membres de la police des Nations Unies
Remise en état et entretien du quartier général de la Force, de 17 postes militaires et de 7 postes de police des Nations Unies, y compris 8 000 interventions pour répondre à des demandes de services	Oui	En réponse à 8 740 demandes de service (travaux du génie, approvisionnement, transport, transmissions et informatique)
Entretien de 10 postes d'observation de niveau 1 et 9 de niveau 2 et démolition et enlèvement de 17 postes d'observation dans la zone tampon	Oui	Pour 10 postes d'observation de niveau 1 et 9 de niveau 2; la démolition et l'enlèvement de 17 postes d'observation de niveau 3 n'ont pas été entrepris, dans l'attente de l'évolution des négociations de paix
Entretien et remise en état au plus de 70 kilomètres de pistes de patrouille	94	Kilomètres de pistes de patrouille
Exploitation et entretien de 85 groupes électrogènes	84	Groupes électrogènes
Entretien de 24 héliports, y compris la remise en état de 3 d'entre eux pour des opérations diurnes, conformément aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale	24	Héliports, y compris la remise en état de 3 d'entre eux
Transports terrestres		
Entretien et exploitation de 335 véhicules, dont 9 véhicules blindés (71 véhicules appartenant à l'ONU, 39 appartenant aux contingents et 225 véhicules de location)	340	Véhicules, soit 100 appartenant à l'ONU, 39 appartenant aux contingents (dont 9 blindés) et 201 de location; le nombre de véhicules de location a été moins élevé que prévu du fait du transfert de 30 véhicules de la MINUNEP à la Force.
Transport aérien		
Exploitation et entretien de 3 hélicoptères (dont 1 fourni à titre gracieux pour remplacer l'un des 2 autres lors des opérations d'entretien ou en cas de panne)	2	Hélicoptères (hormis celui fourni par 1 contingent sans coût supplémentaire pour remplacer l'un des 2 autres lorsqu'il était immobilisé pour des travaux d'entretien)
Livraison de 240 000 litres de carburant d'aviation	244 973	Litres de carburant d'aviation
Transmissions		
Exploitation et entretien d'un réseau de transmissions comprenant 3 stations terriennes, 11 systèmes téléphoniques à autocommutateur privé, 16 répéteurs, 319 radios mobiles, 275 radios portatives, 11 liaisons haut débit numériques à hyperfréquences et 15 liaisons bas débit numériques à hyperfréquences	3	Stations terriennes
	11	Systèmes téléphoniques à autocommutateur privé
	16	Répéteurs UHF
	326	Radios mobiles
	287	Radios portatives

	11	Liaisons haut début numériques à hyperfréquences
	15	Liaisons bas débit numériques à hyperfréquences
Informatique		
Exploitation et entretien d'un réseau informatique comprenant un réseau local (au quartier général de la Force) et 6 réseaux étendus, 326 ordinateurs de bureau, 55 ordinateurs portatifs, 158 imprimantes (dont 48 de réseau) et 21 serveurs	1	Réseau local
	4	Réseaux à grande échelle
	360	Ordinateurs de bureau
	62	Ordinateurs portatifs
	58	Imprimantes Le nombre d'imprimantes a été moins élevé que prévu du fait du reclassement des imprimantes monopostes comme actifs consommables.
	19	Serveurs, dont 2 qui devaient être passés par profits et pertes
Normalisation de tous les commutateurs de réseau (remplacement des anciens commutateurs par des commutateurs standard de niveau 3)	Oui	
Services médicaux		
Fonctionnement et entretien d'un centre médical rénové de niveau I	Oui	
Gestion et entretien de centres de dépistage volontaire et de conseils confidentiels concernant le VIH/sida, à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission	Non	Le produit n'a pas été exécuté car la Force ne disposait pas de conseillers formés et de centres pour mener ces activités de façon confidentielle.
Programme de sensibilisation au VIH/sida, y compris par l'échange d'informations entre collègues, pour l'ensemble du personnel de la mission	Oui	Programmes de sensibilisation organisés à l'intention de 450 militaires, 92 membres de la police des Nations Unies et 7 civils, formation d'un coordonnateur des questions relatives au VIH/sida à l'éducation entre pairs, assurée par le Groupe VIH/sida de la FINUL, et célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida
Sécurité		
Présentation au Département de la sûreté et de la sécurité de rapports sur la situation en matière de sécurité (1 à 2 rapports par mois, en fonction de la situation à Chypre et dans la région); de comptes rendus trimestriels d'incidents, d'une liste trimestrielle des personnels en poste et d'autres rapports exigés	6	Incidents sur le plan de la sécurité
	1	Notification de décès
	4	Comptes rendus trimestriels d'incidents
	4	Listes trimestrielles des personnels
	4	Notes d'information trimestrielles sur la sécurité

	4	Tableaux trimestriels de suivi du Bureau de la démobilisation et de la réintégration
Organisation de 2 séances d'information sur la sécurité, formation de responsables de la sécurité et simulation théorique de l'accueil et du transfert d'autres missions et équipes de pays des Nations Unies à Chypre	3	Sessions de formation organisées à l'intention des responsables de la sécurité de la zone en septembre 2008 et février et mai 2009
Mise à jour du plan de sécurité de la mission et de l'évaluation des risques pour la sécurité	Oui	Plan de sécurité actuellement examiné par l'Équipe de gestion de la sécurité et évaluation des risques pour la sécurité établie en octobre 2008 et juin 2009
Évaluation des conditions de sécurité dans les différents lieux où la mission est présente, notamment en ce qui concerne les logements	Oui	Risques pour la sécurité réévalués trimestriellement
Prestation de conseils à tous les personnels de la mission et enquête sur tous les incidents mettant en cause la sécurité	Oui	6 comptes rendus d'incidents mettant en cause la sécurité
Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à 17 postes militaires et 7 installations de la police des Nations Unies	Oui	
Prestation de conseils en matière de sécurité et coordination dans ce domaine pour 7 organismes, fonds et programmes des Nations Unies présents à Chypre	Oui	Conseils en matière de sécurité et coordination dans ce domaine avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés, le Comité des personnes disparues à Chypre, le Centre d'action antimines et les bons offices du Secrétaire général
6 réunions de la cellule de coordination de la sécurité avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies sur les plans de sécurité nationaux, les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes de sécurité applicables aux logements	7	Réunions

III. Exécution du budget

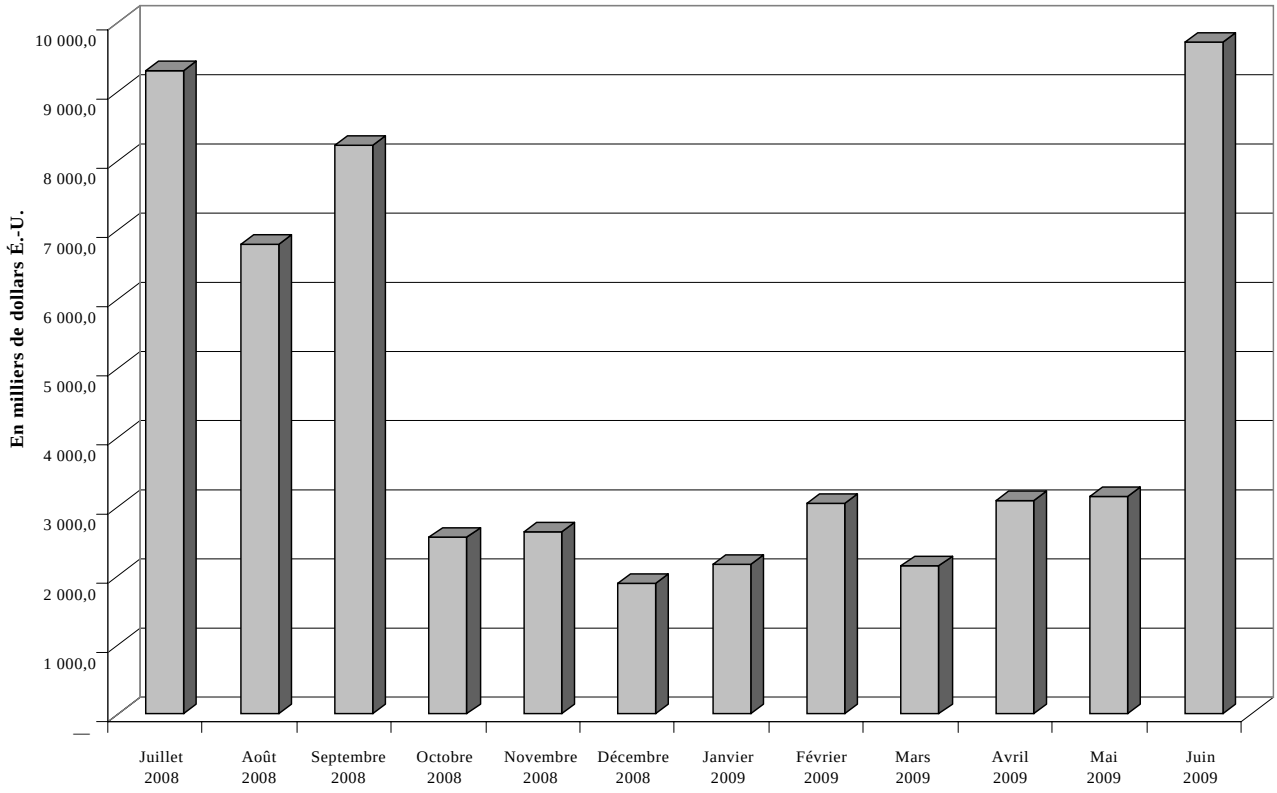
A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009.)

			Écart	
	Montant réparti	*Dépenses*	*Montant*	*Pourcentage*
Catégorie	*(1)*	*(2)*	*(3) = (1) - (2)*	*(4) = (3)/(1)*
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	21 325,0	19 934,5	1 390,5	6,5
Police des Nations Unies	2 902,9	2 846,6	56,3	1,9
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	**24 227,9**	**22 781,1**	**1 446,8**	**6,0**
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	6 286,5	6 689,7	(403,2)	(6,4)
Personnel recruté sur le plan national	8 149,6	7 924,4	225,2	2,8
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	128,0	133,3	(5,3)	(4,1)
Total partiel	**14 564,1**	**14 747,4**	**(183,3)**	**(1,3)**
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	–	–	–	–
Voyages	387,3	334,0	53,3	13,8
Installations et infrastructures	7 821,7	8 401,5	(579,8)	(7,4)
Transports terrestres	3 553,4	3 786,5	(233,1)	(6,6)
Transports aériens	1 596,0	1 595,5	0,5	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 026,2	1 167,1	(140,9)	(13,7)
Informatique	755,3	743,2	12,1	1,6
Services médicaux	314,5	265,9	48,6	15,4
Matériel spécial	17,3	–	17,3	100,0
Fournitures, services et matériel divers	587,4	905,8	(318,4)	(54,2)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	**16 059,1**	**17 199,5**	**(1 140,4)**	**(7,1)**
Total brut	**54 851,1**	**54 728,0**	**123,1**	**0,2**
Recettes provenant des contributions du personnel	2 305,2	2 381,3	(76,1)	(3,3)
Total net	**52 545,9**	**52 346,7**	**199,2**	**0,4**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)[a]	1 545,6	1 577,4	(31,8)	(2,1)
Total	**56 396,7**	**56 305,4**	**91,3**	**0,2**

[a] Dont une contribution du Gouvernement chypriote d'un montant de 1 577 400 dollars, au titre des travaux de réparation et des services et fournitures d'entretien des locaux de la Force, ainsi que des rations distribuées à la Police des Nations Unies.

B. Évolution mensuelle des dépenses



20. Les dépassements enregistrés de juillet à septembre 2008 et en juin 2009 s'expliquent par les engagements contractés au titre du remboursement aux pays fournisseurs de contingents de leurs dépenses afférentes aux contingents, au matériel leur appartenant et au soutien logistique autonome, les besoins opérationnels plus élevés, principalement au titre des rubriques installations, transports terrestres et fournitures, services et matériel divers.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Montants*
Intérêts créditeurs	442,7
Recettes diverses ou accessoires	50,4
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(28,0)
Réduction ou annulation d'engagements	355,3
Total	**820,4**

D. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Dépenses*
Matériel majeur	
Contingents	1 190,4
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	163,2
Total	**1 353,6**

Facteurs approuvés pour la Mission	*Pourcentage*	*Date d'entrée en vigueur*	*Date du dernier examen*
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission	–	–	–
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Montants*
Accord sur le statut des forces[a]	219,8
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	**219,8**

[a] Valeur marchande selon les estimations de la Force, du coût des postes d'observation des Nations Unies et des bureaux et logements mis à la disposition des contingents et de la Police des Nations Unies par le Gouvernement chypriote.

IV. Analyse des écarts[1]

	Écart	
Contingents	1 390,5	6,5 %

21. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par la réduction du montant des dépenses effectivement engagées pour la relève des contingents, d'un coût moyen de 1 256 dollars par personne, contre 2 602 dollars prévu dans le budget, du fait du recours à des vols réguliers plutôt qu'à des vols affrétés et du recours à des vols militaires nationaux pour la relève de certains contingents. Il s'explique également par les économies réalisées au titre de l'indemnisation en cas de décès et d'invalidité.

[1] Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les variations sont analysées lorsqu'elles atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

	Écart	
Personnel recruté sur le plan international	(403,2)	(6,4 %)

22. Les besoins additionnels tiennent principalement à la révision du barème des salaires à compter du 1er janvier 2009, ce qui a annulé en partie les économies réalisées en raison d'un taux de vacance réel de 7 %, plus élevé que le taux prévu de 5 %.

	Écart	
Personnel recruté sur le plan national	225,2	2,8 %

23. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par les économies réalisées en raison d'un taux de vacance réel de 6,2 %, plus élevé que le taux prévu de 2 %.

	Écart	
Voyages	53,3	13,8 %

24. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par la redéfinition des priorités en matière de programmes de formation, qui a entraîné le remplacement de stages de formation prévus par des stages jugés plus prioritaires.

	Écart	
Installations et infrastructures	(579,8)	(7,4 %)

25. Les besoins additionnels tiennent principalement à l'augmentation des dépenses d'électricité et d'eau, ainsi qu'à l'accroissement de la consommation d'électricité due à l'installation de climatiseurs supplémentaires. Ils tiennent aussi à l'augmentation des dépenses engagées au titre des services d'aménagement et de rénovation.

	Écart	
Transports terrestres	233,1	(6,6 %)

26. Le dépassement s'explique principalement par les dépenses plus importantes que prévu au titre des travaux de réparation et d'entretien et de la location de véhicules et de camions lourds, ainsi que par la hausse du prix du carburant, 1,30 dollar le litre, contre 1,22 dollar prévu dans le budget.

	Écart	
Transmissions	(140,9)	(13,7 %)

27. Le dépassement s'explique principalement par l'achat d'une tour hertzienne autoportante de 35 mètres à un poste d'observation pour assurer une liaison à hyperfréquences de remplacement, du fait des restrictions auxquelles la Force était soumise pour accéder à un site de répéteur aux fins de l'entretien préventif.

	Écart	
Services médicaux	48,6	15,4 %

28. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par une réduction des dépenses prévues au titre des ordonnances et des médicaments.

	Écart	
Matériel spécial	17,3	100 %

29. Ce montant n'a pas été utilisé du fait que le remplacement prévu du matériel d'observation existant n'a pas eu lieu, du fait que l'on a établi que le matériel existant demeurait viable sur le plan opérationnel.

	Écart	
Fournitures, services et matériels divers	(318,4)	(54,2 %)

30. Le dépassement s'explique essentiellement par les pertes enregistrées du fait des fluctuations du taux de change du dollar des États-Unis par rapport aux autres devises.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

31. **En ce qui concerne le financement de la Force, il conviendrait que l'Assemblée générale :**

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009, soit 123 100 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2009, qui s'élèvent à 820 400 dollars et comprennent les intérêts créditeurs (442 700 dollars), les recettes diverses ou accessoires (50 400 dollars) et les économies résultant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (355 300 dollars), déduction faite des ajustements sur exercices antérieurs (28 000 dollars).